

# Rapport annuel d'activités

Pour la période allant de janvier à décembre 2018

---

# Sommaire

---

Sigles et Acronymes

Introduction

- I. Résumé des réalisations de l'année 2018 en lien avec la planification annuelle
- II. Contexte
- III. Les axes d'interventions et les activités réalisées

Conclusion

# Sigles et Acronymes

---

AGR : Activités génératrice de revenus

ASEC : Assemblées de sections communales

AJWS: American Jewish World Service

BMPAD : Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement

CASEC : Conseil d'Administration des Sections Communales

CA : Conseil D'Administration du GARR

CCHD : Commission de Concertation Haïtiano-Dominicaine

CE-JILAP : Commission Episcopale Nationale Justice et Paix

CESFRONT : Corps Spécialisé de la Sécurité Frontalière Terrestre

ENA : Enfants non Accompagnés

FSFK : Frontière san Fòs Kote

DPC : Direction de la Protection Civile

GARR : Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés

HCR : Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés

KNFP : Konsèy Nasyonal Finansman Popilè

KDM : Komite dwa Moun

MAE : Ministère de la Santé Publique et de la Population

MUSO : Mutuelle Solidarité

RFJS : Réseau Frontalier Jeannot Succès

NCA : Novergian Church Aid

OEA : Organisation des Etats Américains

OCB : Organisations Communautaires de Base

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

ONI : Office National de l'Identification

OEC : Officier d'Etat civil

PCE : Programme de la Citoyenneté engagée

PH : Personne handicapée

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PNRE : Plan National de Régularisation des Etrangers

RNDDH : Réseau national de défense des droits humains

UCREF : Unité Centrale de Renseignements Financiers

Unicef : Fonds des Nations unies pour l'enfance

# Introduction

---

L'année 2018 a été une année très difficile tant pour le pays que pour les organisations haïtiennes dont le GARR. Le pays a vécu plusieurs événements d'ordre politique qui ont affecté la population haïtienne au niveau social et économique. Heureusement, l'équipe du GARR a pu s'en sortir non seulement grâce à la détermination de son équipe mais aussi et surtout grâce aux supports de ses partenaires financiers.

La mobilisation des populations vulnérables pour changer leur situation est le leitmotiv qui renforce le courage des membres de l'institution dans la lutte pour le respect des droits des groupes marginalisés, en particulier les droits des migrantes et migrants haïtiens.

La jouissance effective des droits fondamentaux justifie l'essence même de ladite institution active depuis plus de 27 ans dans la défense et la protection des groupes vulnérables.

Le présent document entend retracer les réalisations de cette institution durant l'année 2018. Ces réalisations rentrent dans le cadre de la planification annuelle et du plan stratégique de l'institution.

# Résumé des réalisations de l'année 2018 en lien avec la planification

---

Un résumé des principales activités réalisées sur le terrain durant l'année 2018 est présenté dans les lignes suivantes.

❖ *Des actions de d'information et de sensibilisation de l'opinion publique informée sur la situation des rapatriés, expulsés et personnes retournées*

- ✓ Rédaction de 107 articles et notes de position
- ✓ Rédaction et publication de 12 infolettres
- ✓ Réalisation de 120 prises de parole dans les médias
- ✓ Production de 4 vidéos sur la migration, la violence basée sur le genre, et les droits des femmes
- ✓ Production et impression de banner (Roll-up) et fond de scène pour la visibilité du GARR lors des activités publiques
- ✓ Collecte de données sur les rapatrié-e-s (Certaines difficultés ont empêché la complétude de cette activité. Elles sont dues au problème de ressources humaines et d'énergie électrique).
- ✓ Alimentation régulière du site du GARR, de la page Facebook, du compte twitter et du compte YouTube
- ✓ Collecte et traitement des données de rapatriement via la base de données du GARR

❖ *Des actions de plaidoyer sur nos thèmes de travail particulièrement la question migratoire*

- ✓ Réalisation de rencontres avec MAE sur les évènements de Pedernales en mars 2018
- ✓ Rédaction de lettre ouverte aux autorités haïtiennes
- ✓ Réalisation de 3 ateliers sur la migration et les droits humains avec les autorités locales et les leaders communautaires au niveau de Ganthier, et Cornillon/ Grand Bois

- ✓ Mobilisation avec d'autres organisations de la société civile haïtienne sur le retour des Haïtiennes et Haïtiens du Chili
  - ✓ Rencontre conjointe d'échange à l'Ambassade du Chili sur le programme de retour mis en place pour les migrants et migrants incapables de s'insérer dans la société chilienne
  - ✓ Note conjointe pour encourager la solidarité envers les migrantes et migrants retourné
  - ✓ Réalisation de spot sur le dossier du Chili
  - ✓ 15 rencontres de Plaidoyers ont été réalisées, 1 Cornillon, 2 Belladère, 2 à Thomassique, 2 à Ganthier, 6 à Ouanaminthe et 2 à Lascahobas
- ❖ ***Des actions de cueillette de données à la frontière et d'accueil des rapatriés, expulsés et personnes retournées***
- ✓ Accueil et référencement de 50942 personnes dont 49783 rapatrié(e)s, 1159 retourné(e)s spontané(e)s et 181enfants non accompagnés (ENA)
  - ✓ 5385 personnes assistées par le GARR pour l'année 2018 dont 3234 personnes rapatriées assistées au niveau de Belladère, Malpasse et 2151 personnes à Cornillon/Grand Bois
  - ✓ Action de référencement de 101 personnes rapatriées
- ❖ ***Actions de renforcement de capacités des organisations communautaires de base***
- ✓ Réalisation de formation sur les mutuelles de solidarité (MUSO) à l'intention de 95 personnes
  - ✓ Réalisation d'un forum avec une cinquantaine de personnes venant de Thomassique,
  - ✓ Elaboration des Plans d'actions de mise en œuvre
  - ✓ Réalisation de 4 actions communautaires (personnes vivant avec des handicaps, 12 personnes ont bénéficié de cet appui (Jardin pour les familles, réparation d'un canal à Jacmel) ;
  - ✓ Rencontre et journées de sensibilisations sur les droits des personnes handicapées ;
  - ✓ Séances de discussion avec des leaders communautaires
  - ✓ Réalisation de séances de formation sur DH et Equité de Genre pour 600 personnes

- ✓ Elaboration d'une vingtaine de cahiers de revendications à Ganthier, Belladère et Ouanaminthe ;
- ✓ Formation plaidoyer pour le staff et pour 270 bénéficiaires dans les trois zones (Ouanaminthe, Belladère et Ganthier) ;
- ✓ 486 personnes dont 52 Hommes, 50 Femmes, 184 Garçonnetts et 200 fillettes ont bénéficié d'actes de naissance ;
- ✓ Environ 20 tables de concertation locales initiées sur l'ensemble des 3 zones frontalières (Ouanaminthe, Belladère et Ganthier) ;

❖ ***Actions de réinsertion des rapatriés, expulsés, personnes retournées ou au renforcement de l'autonomie financière des femmes à la frontière***

- ✓ 175 familles rapatriées ont reçu un appui économique pour mener des activités génératrices de revenus dans les communes de Cornillon, d'Anse-à-Pitres et dans le Plateau central;
- ✓ 366 enfants issus de familles rapatriées ou de femmes victimes de violences ont reçu un appui scolaire

❖ ***Actions de mobilisation contre la violence faites aux femmes et fillettes dans des zones frontalières et accompagnement des victimes***

- ✓ 29 femmes et filles victimes de violence ont été accompagnées par les animatrices et animateurs du GARR. (Trois agresseurs ont été arrêtés, l'un des agresseurs qui se trouvait incarcéré dans la prison civile à Hinche a été relâché. Dans les deux autres cas, le parquet de Mirebalais avait renvoyé ces affaires au cabinet d'instruction. Elles ont suivies leurs cours et une ordonnance de renvoi par devant le tribunal criminel a été émis, les chefs d'accusation leur ont été parvenus et maintenant ces accusés attendent l'assise criminelle sans assistance de jury afin d'être jugé. Le 18 décembre 2018, le jugement de l'un des cas que nous poursuivons a eu lieu. L'accusé a été condamné à 5 ans de prison et 200 000 dommages-intérêts.)
- ✓ 36 séances de sensibilisation sur la VBG a été réalisées

❖ ***Protection et assistance des demandeurs d'asiles en Haïti***

- ✓ Appui à 15 demandeurs d'asile, Ces personnes ont également reçu un support pour le transport, l'assurance médicale et un appui linguistique pour l'apprentissage d'une langue. Ce support est détaillé comme suit : Nourriture et Transport : 15, Appui psycho-social : 15 personnes, Assistance médicale : 6 personnes, Bilan médical : 15 personnes, Carte assurance : 14 personnes, Appui linguistique : 11, Hébergement : 15 demandeurs d'asile.

# Contexte

---

Plusieurs événements d'ordre politique, économique et social ont influencé de manière directe ou indirecte les interventions du GARR. Sans la prétention d'étaler une liste exhaustive des faits, il est présenté dans ce rapport quelques des plus saillants.

## **a) Dépréciation de la gourde**

Au cours de l'année 2018, la dépréciation accélérée de la gourde a aggravé les conditions socio-économiques, déjà précaires, de la population.

Elle a entraîné une inflation galopante, estimée à au moins 15 %, donc une augmentation des prix des différents produits sur le marché national, alors que les Haïtiennes et Haïtiens consomment 70 % des produits importés.

Un décret présidentiel a été pris, en mars 2018, pour exiger que toute transaction soit libellée en gourdes sur le territoire national. Devant le refus, notamment des grandes commerçantes et des grands commerçants haïtiens d'appliquer cette mesure, le gouvernement a décidé de modifier l'arrêté, 7 mois après sa publication, en vue de prendre en compte les préoccupations du secteur aéroportuaire et du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD).

## **b) Les émeutes des 6, 7 et 8 juillet 2018**

La crise socio-économique a persisté dans le pays. Sans entendre raison, le gouvernement a procédé à une hausse des prix des produits pétroliers sur le marché national. Ce qui a provoqué de violentes émeutes les 6, 7 et 8 juillet 2018. 20 personnes ont été tuées et 84 entreprises privées, 5 institutions étatiques pillées et/ou incendiées, 76 véhicules incendiés, lors de ces violentes manifestations, selon un bilan du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH).

## **c) Petro Caribe, un dossier brûlant**

L'affaire Petro Caribe a pris une importance considérable avec la naissance, le 14 août 2018, sur les réseaux sociaux, du mouvement citoyen, Petro Caribe Challenge. Ce mouvement appelle les citoyennes et citoyens à se mobiliser pour réclamer des éclaircissements sur la dilapidation des fonds Petro Caribe.

Cette mobilisation citoyenne n'a pas tardé à s'intensifier en Haïti, notamment à Port-au-Prince, ainsi qu'à l'étranger à travers des rassemblements (sit-in), marches et expositions, entre autres.

Deux rapports d'enquête sur le programme Petro Caribe, ont été aussi transférés à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (Cscca) par le sénat, suite à une séance discrète, tenue dans la soirée du jeudi 1er février 2018, par des parlementaires proches du pouvoir. Plusieurs anciens hauts fonctionnaires, dont des premiers ministres, ministres et

directeurs généraux ainsi que des proches du pouvoir en place, seraient soupçonnés d'implication dans la dilapidation présumée des fonds Petro Caribe

Le pays doit rembourser une dette de 3,8 milliards de dollars américains du programme Petro Caribe d'aide vénézuélienne à Haïti.

#### **d) Massacre de La Saline**

Une tuerie a été perpétrée, le mardi 13 novembre 2018, dans le quartier populaire de La Saline à l'ouest de Port-au-Prince.

« Soixante-onze (71) personnes assassinées dont plusieurs femmes et des mineurs, deux (2) autres portées disparues, onze (11) victimes de viols collectifs, cinq (5) personnes blessées et cent-cinquante (150) maisons vandalisées et/ou criblées de balles à Projet La Saline et ses environs, des dizaines d'autres maisons incendiées à Nan Chabon : le bilan du massacre d'Etat à La Saline est lourd », a relevé le Rnndh.

5 morts et 9 blessés par balles ont été également enregistrés à La Saline, le 1er novembre 2018.

Plus d'une vingtaine de familles victimes ont déposé, le vendredi 21 décembre 2018, une plainte au parquet, près le tribunal civil de Port-au-Prince, contre les présumés auteurs, co-auteurs et complices du massacre perpétré le 13 novembre 2018.

Le nouveau commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Paul Eronce Villard, est appelé à mettre l'action publique en mouvement contre les présumés accusés

#### **e) Violences généralisées**

L'insécurité, qui règne en Haïti, notamment dans plusieurs quartiers dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, demeure un grand souci pour la population. L'intensification des actes de violences dans le pays témoigne d'une impuissance des autorités étatiques à maintenir l'ordre et la paix. Le dernier rapport de la Commission épiscopale nationale de l'église catholique romaine Justice et paix (Ce-Jilap) a fait état de 230 cas de mortes violentes, dont 202 personnes tuées par balles, entre octobre et novembre 2018, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. 103 personnes, dont des policiers nationaux ciblés, ont été particulièrement victimes des gangs armés.

#### **f) Intensification des rapatriements**

Les autorités dominicaines n'ont pas lésiné pas avec les rapatriements de migrantes et migrants haïtiens de la République Dominicaine. De janvier 2018 à Décembre 2018, 50942 personnes ont traversé la frontière, avec un total de 49783 rapatriés et rapatriées et 1159 autres sont retournés de manière spontanée. Parmi ces migrants (68% d'hommes et 32 % de femmes), figurent 181 mineurs non accompagnés. Ces ressortissantes et ressortissants haïtiens vivaient pour la plupart à Santo Domingo, Monte Cristi, Dajabón, San Pedro de Macoris, San Juan de la Maguana, Las

Matas, Santiago et Neyba. Ils/elles travaillaient notamment dans le domaine de l'agriculture et la construction. Certains d'entre eux s'adonnaient au petit commerce.

Ouanaminthe/Dajabón (Nord-est), Carisal/Comendador (Centre) et Malasse/Jimaní (Ouest) sont les points frontaliers officiels où les migrantes et migrants haïtiens ont été reconduits.

**g) Violents incidents dans les zones frontalières.**

Les zones frontalières ont été le théâtre de violents incidents au cours de l'année 2018. Au cours du mois de février, il y a eu une vague de rapatriement de migrants haïtiens au niveau du point frontalier Anse-à-Pitres/Pedernales suite à l'assassinat à Pedernales d'un couple dominicain attribué à un migrant haïtien. Ce qui avait paralysé ce point frontalier pendant de nombreux jours.

En août 2018, une dispute s'est éclatée au point frontalier Belladère/Elias Piña entre un chauffeur dominicain qui transportait du ciment vers Haïti et des agents de la CESFRONT. Des Haïtiens auraient interféré dans le conflit et des militaires dominicains auraient tiré à hauteur d'hommes. Ce qui a occasionné des morts et des blessés. Ce qui avait paralysé ce point frontalier pendant de nombreux jours

L'autre incident à signaler s'est produit en novembre 2018 au niveau de la douane de Malpasse (Ganthier). En effet, une dispute entre des agents douaniers haïtiens et des camionneurs haïtiens qui refuseraient de se laisser fouiller avait tourné au cauchemar. Un des agents douaniers aurait utilisé son arme pour tuer un membre de la population. En colère, des résidents de la commune de Ganthier ont incendié le commissariat et 4 agents sont morts calcinés.

Ces situations de tensions ne sont pas restées pas sans conséquences sur notre travail. Nos employés n'étaient pas en mesure de réaliser les activités prévues. Ce qui nous a portés de revoir nos planifications.

# Les axes d'interventions et les activités réalisées

1<sup>er</sup> Axe : Non appauvrissement des Haïtiennes et Haïtiens rapatriés

Objectifs spécifiques	Résultats visés pour 2018	Résultats obtenus % ?	Indicateurs observés, Nombres touchés, autres évidences	Principales activités prévues	Principales activités réalisées	Commentaires, écarts, difficultés et recommandations
O1.Continuer les activités d'accueil et de réinsertion des rapatrié-e-s et des expatrié-e-s	R1. Plus de 3000 des rapatriés et expatriés accueillis par le GARR reçoivent une assistance humanitaire	Plus de 100%	Les fiches d'enregistrement des rapatriés  Fiche d'accompagnement aux migrants  Photos  Interviews	Prise de contact et échanges avec d'autres organisations et ou des institutions étatiques sur la question des rapatrié(e)s ;	Rencontres d'échange dans les différentes zones frontalières avec des acteurs tels que (OIM, IBESR, BPM, Ambassade des Etats Unis, Ambassade du Canada, Grande Bretagne, Croix-Rouge allemande, RFJS, UNICEF, ONM, POLIFRONT, HCR, Christian Aid) et à Ouanaminthe avec la Table de dialogue transfrontalier,  Interview avec la	A cause de la fin du PNRE, beaucoup de migrant(e)s Haïtiens sont expulsés de la République Dominicaine.  Des retours volontaires de migrantes et migrants haïtiens revenant du Chili.  Tous ces facteurs expliquent l'augmentation du nombre de rapatrié(e)s et expatrié(e)s assisté(e)s

				<p>Assistance humanitaire aux rapatrié(e)s et aux expatrié(e)s;</p>	<p>CNN de la République Dominicaine pour la réalisation de documentaires sur la problématique migratoire,</p> <p>Visite d'observation à l'Aéroport Toussaint Louverture pour accompagner les migrantes et migrants de retour du Chili</p> <p>Rencontre d'échange à l'Ambassade du Chili sur le programme de retour mis en place pour les migrantes et migrants haïtiens incapables de s'insérer dans la société chilienne,</p> <p>Assistance humanitaire donnée à 5385 personnes rapatriées dans les zones frontalières en particulier Malpasse,</p>	
--	--	--	--	---	--	--

				<p>Belladère à Cornillon</p> <p>Appuis économiques à 175 familles pour lancer des activités génératrices de revenus</p> <p>Suivi médical et frais mensuel pour les demandeurs d'asile</p> <p>Finalisation de la base de données en vue de l'enregistrement des rapatrié(e)s</p> <p>Formation pour le personnel sur la base de données</p>	<p>Finalisation de la base de données</p> <p>Formation pour le personnel sur la base de données n'a pas été réalisée</p>	<p>Une présentation destinée au personnel a été réalisée, et une séance de formation pour le personnel est planifiée pour l'année 2019</p>
	<p>R.2. 300 enfants rapatriés accueillis reçoivent un appui à la réinsertion dans leur communauté.</p>	<p>Atteint à plus de 100%</p>		<p>Accueil des enfants</p> <p>Réunification familiale des enfants</p> <p>Appuis scolaires aux enfants</p>	<p>Appui scolaire à 366 enfants rapatriés ou de famille de rapatriés ou de femmes victimes de violence basée sur le genre</p>	<p>Le projet du GARR financé par UNICEF a été interrompu durant l'année 2018 ce qui fait les actions de rétablissement des liens familiaux ont été suspendues</p>

	<p>R.3. 300 familles rapatrié(e)s reçoivent un appui économique et mènent une activité génératrice de revenus ;</p>	<p>Atteint à 58.33%</p>	<p>37 familles sur Ganthier et Cornillon ont reçu un appui économique</p> <p>-138 femmes ont reçu un appui économique dans le Plateau Central</p> <p>600 personnes ont reçu une formation sur droits humains et équité de genre, 270 personnes sur le plaidoyer et 20 cahiers de revendication sur 3 zones et 25 groupes de MUSO de 25 à 30 personnes</p> <p>95 personnes ont reçu une formation sur le MUSO</p>	<p>Formation en droits humains de base, genre, gestion de PME, etc.</p> <p>Accompagnement des rapatrié(e)s dans la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus et la recherche d'emplois ;</p> <p>Appui économique aux familles rapatriées ;</p>	<p>Réalisation de 36 séances de sensibilisation sur la VBG</p> <p>Réalisation de 4 séances de formation sur la gestion de PME pour les chefs de famille des personnes rapatriées.</p>	
--	---	-------------------------	--	--	---	--

	<p>R.4. Les anciens groupes de rapatriés dans les zones d'intervention du GARR, notamment à Lascahobas, Savanette, Cornillon et Anse-à-Pitre sont renforcés pour assurer l'orientation des personnes nouvellement rapatriées en matière de prévention de la violence et d'engagement citoyen</p>	<p>Atteint à plus de 80</p>	<p>36 rencontres organisées avec les groupes de rapatriés</p> <p>3 nouveaux groupes de support des rapatriés ont été créés.</p>	<p>Rencontres avec les groupes de rapatriés ;</p> <p>Accueil et orientation de nouveaux rapatriés par les groupes ;</p> <p>Activités de sensibilisation sur les méfaits des voyages irréguliers par les rapatriés ;</p> <p>Rencontres de discussions sur l'engagement citoyen</p>	<p>Organisation de 36 rencontres avec les groupes de rapatriés pour discuter sur différents thèmes.</p> <p>Création de 3 nouveaux groupes de leaders communautaires pour supporter les rapatriés dans la zone du Plateau Central.</p>	<p>Des groupes d'anciens rapatriés ont l'habitude de participer dans des rencontres avec les nouveaux rapatriés</p>
	<p>R.5. Au moins 200 des expatrié(e)s accueilli(e)s par le GARR reçoivent une assistance humanitaire et sont orientés en vue de l'aboutissement de leurs dossiers</p>	<p>Atteint à 7,5%</p>	<p>15 personnes demandeurs d'asile sont assistés par le GARR venant des pays outre que la République Dominicaine.</p> <p>-2 français d'origine haïtienne ont été</p>	<p>Accueil des expatrié(e)s ;</p> <p>Assistance humanitaire aux expatrié(e)s ;</p> <p>Référencement des expatrié (e)s</p>	<p>Les dominicains d'origine haïtienne sont accueillis par le GARR et les demandeurs d'asile sont référés au GARR</p> <p>Tous les dossiers des demandeurs d'asile sont traités par HCR</p>	<p>Ordinairement c'est HCR qui réfère les expatriés au GARR en vue de la fourniture de l'assistance humanitaire. Pour 2018, 15 personnes ont été seulement</p>

			<p>accompagnés en vue de récupérer leurs documents de voyage.</p> <p>-15 cas et ceux des apatrides</p>	<p>Suivi des dossiers expatrié(e)s référencés</p>	<p>Le GARR assure les suivis conjointement avec le HCR.</p>	<p>référéés.</p>
<p>O2.Continuer l'accompagnement des rapatrié(e)s, expatrié(e)s et des femmes victimes de violence dans les activités transfrontalières ;</p>	<p>R.1.Environ 500 rapatriés/ expatriés reçoivent un accompagnement légal et administratif</p>	<p>100%</p>	<p>486 personnes rapatriées ou de familles de rapatriées.</p> <p>1 usagère de la Frontière a reçu un accompagnement légal pour le suivi de son dossier.</p> <p>2 personnes victimes de traite ont reçu un accompagnement légal.</p> <p>26 personnes victimes de violence basées sur le genre</p>	<p>Démarches pour l'obtention de documents en faveur des rapatriés et expatriés ;</p> <p>Suivi des dossiers auprès des institutions administratives et judiciaires, nationales ou internationales;;</p>	<p>486 personnes ont été appuyés pour obtenir leurs documents d'état civil ;</p> <p>Suivi des dossiers auprès des instances concernées. Une usagère de la frontière a été accompagnée par devant les instances judiciaires dominicaines après avoir été violentée par un soldat du CESFRONT, corps spécialisé frontalier terrestre</p>	

			<p>ont reçu un accompagnement légal.</p> <p>127 chefs de familles et 138 femmes cheffes de familles</p>		<p>Suivi et accompagnement social et légal pour 2 personnes victimes de traite de personnes. Ces dossiers sont déférés par devant le cabinet d'instruction.</p> <p>-Accompagnement légal pour les victimes de violence basées sur le genre. Un avocat est mis à leur disposition pour les appuyer dans leur quête de justice.</p> <p>Deux des 26 cas sont déférés par devant le cabinet d'instruction et l'un des cas qui était en instruction a été jugé.</p>		
R.2. Plus de 500 femmes victimes de violence dans les zones frontalières reçoivent un accompagnement psychosocial, économique,	Atteint à plus de 80%	3 femmes victimes ont reçu de l'assistance légale ; 4 femmes victimes de violence ont reçu d'un accompagnement psychologique ; -26 femmes et filles	Accueil des femmes victimes ;	Appui psychosociale aux femmes	Remplissage des formulaires d'enregistrement les victimes	Accompagnement dans les hôpitaux et aux tribunaux.	Nous devons mentionner que le nombre de femmes victimes dans nos zones d'intervention a diminué cette année. C'est sûrement le résultat des sensibilisations

médical ou juridique		victimes de violence basées sur le genre ont reçu un accompagnement psychosocial, médical et juridique. -2 jeunes filles victimes de traite ont reçu un accompagnement psychosocial, médical et juridique. 175 femmes ont reçu un appui économique pour des activités génératrices de revenus	victimes ;  Appui économique aux femmes victimes ;  Démarches pour l'obtention de documents en faveur des femmes ;  Suivi des dossiers auprès des institutions.	Référencement des dossiers aux cabinets d'Avocats en cas de besoin.  Conseil, écoute lors de leur accueil à nos bureaux.  Accompagnement des femmes victimes pour l'obtention des certificats médicaux.  Suivi des dossiers auprès des Parquets et Cabinets d'Instruction  Suivi lors des jugements.	pour contrer les violences de genre.
R.3. Des personnes déplacées, rapatriées et victimes de violence dans des zones d'intervention du	Atteint à plus de 80%	175 rapatriés ont suivi des formations en droits humains de base et gestion d'activités génératrices de revenus avant de	Accompagnement des groupes de rapatriés, déplacés et de victimes de violences	Appui financier et technique aux déplacés de Canaan  Réalisation de Conférence de presse	Le GARR ne dispose pas de fonds pour appuyer financièrement la mobilisation des déplacé(e)s surtout ceux et celles

	<p>GARR se reprennent et se sont engagées dans leur communauté d'accueil</p>		<p>recevoir un appui économique</p> <p>600 personnes dont des rapatriés ont reçu une formation sur droits humains et équité de genre, l'engagement citoyen, 270 personnes sur le plaidoyer et 20 cahiers de revendication sur 3 zones et 25 groupes de MUSO de 25 à 30 personnes</p> <p>36 rencontres organisées avec les groupes de rapatriés</p>	<p>Rencontres sur l'engagement citoyen</p> <p>Recherche de financement pour des actions communautaires</p> <p>Réalisation d'actions communautaires</p> <p>Réalisation de séances de formation</p>		<p>installé(e)s à Canaan, toutefois l'institution priorise l'accompagnement pour réaliser activités publiques telles conférence de presse, conférence /débat</p>
--	--	--	--	---	--	--

O.3. Renforcer le partenariat entre le GARR et des associations en République Dominicaine (RD) membres de la Commission de Concertation Haïtiano-Dominicaine (CCHD) en vue de la solidarité avec les rapatriés	R.1. Le partenariat entre le GARR et des organisations en République Dominicaine membres de la CCHD est renforcé	Atteint à plus 70%	Rapport des rencontres  Fiches de présence  Notes de presse publiées	Echanges et rencontres avec les partenaires et alliés ;  Recherche de financement ;  Suivi du protocole de partenariat ;	Réalisation de deux rencontres de coordination de la CCHD et d'une assemblée binationale  Partage d'informations  Publication de notes de presses	
	R.2. Des actions de plaidoyer sont menées par le GARR de concert avec d'autres organisations, auprès des autorités des 2 pays pour la révision et le respect du protocole sur les mécanismes de rapatriements	Atteint à plus de 60%	Rapports de rencontres  Fiches de présence	Echanges des correspondances avec des partenaires sur la problématique ;  Rencontres en Haïti et en République Dominicaine;  Actions de plaidoyer conjointement menées ;  Impression et multiplication du protocole ;	Rédaction d'une note conjointe et réalisation d'une conférence de presse	

				<p>Distribution de copies du Protocole</p> <p>Sensibilisation autour du Protocole (Spot, émissions, rencontres, etc.)</p>		
<p>O.4. Continuer la sensibilisation dans les zones de partance sur les méfaits de la migration irrégulière</p>	<p>R.1. Le travail de sensibilisation sur la documentation en relation avec la migration vers les territoires français s'est renforcé</p>	<p>0%</p>	<p>Les matériels de sensibilisation sur la documentation vers les territoires français existent depuis plus de 5 ans.</p> <p>Aucune activité de sensibilisation n'a été menée.</p>	<p>Préparation de matériels de sensibilisation (dépliants, spots, etc.) ;</p> <p>Activités de sensibilisation sous différentes formes à Aquin, Léogâne et environs ;</p> <p>Exploration d'une nouvelle zone</p> <p>Rencontres de discussion sur la nécessité de mener des initiatives communautaires</p>	<p>Aucune activité n'a été menée.</p>	<p>Faute de financement, ce projet connaît une certaine discontinuité depuis plus de trois ans</p>

				Recherche de financements		
	R.2. Environ 1500 personnes des zones de partance vers la République Dominicaine sont sensibilisées sur les méfaits des voyages irréguliers ;	Plus de 100%	<p>Aucune nouvelle zone n'a été identifiée</p> <p>-Aucun nouveau matériel de sensibilisation n'a été préparé.</p> <p>-7 activités de sensibilisation ont été réalisées</p>	<p>Identification de nouvelles zones de partance vers la République Dominicaine ;</p> <p>Préparation de matériels de sensibilisation (dépliants, spots, films documentaires, etc.) ;</p> <p>Activités de sensibilisation sous différentes formes</p>	Réalisation de 7 activités de sensibilisation dans différentes zones frontalières notamment à Cornillon, Ganthier, Lascahobas, Belladère et Anse-a-Pitres.	Même si l'équipe n'a pas identifié de nouvelles zones de partance des rapatriés, cependant les projecteurs ont été maintenus sur les zones frontalières considérées comme de zones de proximité favorables à la migration en territoire dominicain

**Axe II : Respect des droits Humains des usager(e)s de la frontière haïtiano-dominicaine**

<i>Objectifs spécifiques</i>	<i>Résultats visés pour 2018</i>	<i>Résultats obtenus %</i>	<i>Indicateurs observés, Nombres touchés, autres évidences.</i>	<i>Principales activités prévues</i>	<i>Principales activités réalisées (petite description)</i>	<i>Commentaires, écarts, difficultés et recommandations</i>
O.1. Contribuer à l'amélioration des conditions de travail des petits marchands-transfrontaliers et de leurs revenus commerciaux	R.1. Les capacités de 14 groupes de marchands-transfrontaliers sont renforcées dans les zones de Ouanaminthe, Belladère et de Ganthier.	80%	4 Groupes dont 2 à Cornillon, 1 à Thomassique et 1 à Belladère reçoivent un appui économique ;  26 rencontres de suivi réalisées dont 4 à Cornillon 10 à Thomassique et 7 à Belladère et 5 à Lascahobas.  Rapports rédigés  1 groupe de petites marchandes formées et certifiées à Cornillon,	Accompagnement des groupes de marchands-es dans le cadre du processus de reconnaissance légale  Confection de badges pour les groupes de marchandes qui n'en disposent pas  Accompagnement des membres des groupes organisés pour l'obtention d'actes de naissance ;  Appui économique aux groupes de marchandes ;  Planification et organisation de rencontres mensuelles  Séances de formation pour les groupes de marchands-es (AGR, Droits humains de	Accompagnement des membres des groupes organisés pour l'obtention d'actes de naissance  Des groupes de marchandes ont reçu des appuis économiques à Belladère, Thomassique, Anse-a-Pitres, Lascahobas et à Cornillon  Planification et organisation de rencontres mensuelles  Séances de formation sur AGR, Droits	A noter qu'il n'y avait pas de fonds pour réaliser des activités telle que ; attestation légale de fonctionnement, Badge et certification pour les groupes. En guise de recommandation, il s'avère nécessaire de rechercher de fonds pour réaliser les activités  Il faut prendre toutes les mesures urgentes pour la distribution des actes de naissances aux bénéficiaires.

				base, droits des femmes, etc.)  Recherche de financement pour des cours d'Espagnol au profit des membres des comités des groupes de marchands-es	humains, droits des femmes, pour les groupes de marchands-es. Ces séances ont été réalisées dans les zones de Belladère, Thomassique et Cornillon/Grand Bois	
R.2 Les 14 groupes de marchands-es transfrontaliers renforcés ont une meilleure connaissance de leurs droits et les défendent.	100%	Environ 21 rencontres ont été réalisées  14 Séances de formation dont 4 à cornillon, 4 à Belladère, 4 à Ouanaminthe, 1 à Lascahobas et 1 à Thomassique.  13 rencontres de Plaidoyers ont été réalisées, 1 Cornillon, 2 Belladère, 2 à Thomassique, 2 à Ganthier et 6 à Ouanaminthe, 2 à Lascahobas  4 cas ont été recensés à Belladère,	Rencontres avec les groupes de marchands-es  Planification et organisation de séances de formation pour les marchands-es  Collecte et publication d'informations sur les cas de violations de droits humains enregistrés.	Rencontre de planification et de suivi des activités,  Formations sur les droits humains, Equité de genre et plaidoyer, la gestion business, MUSO et AGR  Activités de plaidoyer avec les groupes de marchands  Commémoration de la Journée internationale des Droits de la femme 8 mars et la Journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes 25 Novembre 2018	Ces résultats sont atteints à 100% car toutes les activités ont été réalisées	

					Collecte et publication d'informations sur les cas de violations de droits humains enregistrés	
					Rédaction et publication des articles	
R.3. Les 14 groupes de marchandes sont impliqués dans la mise en place des réglementations et la gestion du marché de Dajabon (Côté haïtien).	100%	3 rencontres à Ouanaminthe 4 rencontres à Belladère	Rencontres entre les autorités chargées de la gestion des marchés, des responsables de douanes et les représentants-es de groupes de marchands-es	Réalisation de 3 Rencontres de travail sur les règlements du marché de Dajabon	Bien qu'il n'a pas été aussi mentionné dans le résultat, on doit noter que des activités ont été aussi réalisées à Belladère sur les règlements du marché Elias Pinas/Carizal durant l'année 2018.  Un document a été élaboré	
R.4. Des rencontres de suivi sont réalisées avec les 10 groupes de marchands-es ayant été accompagnés en	80%	22 rencontres de suivi ont été réalisées dont 7 à Belladère, 10 à Thomassique, et 5 à Lascahobas,	Planification et réalisation de rencontres avec les 10 groupes de marchands-es	10 rencontres à Thomassique et 7 à Belladère,	On a jugé que ces résultats sont atteints à 80% car les données concernant Ouanaminthe, Ganthier et Anse-à-Pitres ne sont pas encore collectées.	

	2017 dans la Plateau Central					
O.2. Continuer des activités de promotion des droits humains et de l'équité de genre dans les zones frontalières ;	R.1. Environ une quinzaine d'OCBs et d'autres associations dans les zones frontalières sont engagées dans la lutte contre la violence faite aux femmes ;	Plus de 100%	21 rencontres de formations ont été réalisées dont 12 à Ouanaminthe, 3 à Ganthier, 3 à Belladère 1 à Lacahobas,  20 rencontres de sensibilisation ont été réalisées dont 2 à Lascahobas, 4 à Belladère, 2 à Thomassique, 2 à Ganthier, 2 à Cornillon, 2 à Anse-à-Pitres et 6 à Ouanaminthe 21 rencontres de plaidoyer dont 3 à Belladère, 3 à Ganthier, 9 à Ouanaminthe et 2 à Lascahobas	Rencontres de suivi avec les comités des OCBs et autres associations;  Séances de formation sur les droits des femmes et l'équité de genre;  Activités de sensibilisation et de plaidoyer, surtout à l'occasion des dates spéciales.	Réalisation de 21 rencontres dont 12 rencontres à Ouanaminthe, 3 à Ganthier, 3 à Belladère et 2 à Lascahobas  7 rencontres de sensibilisation dont 3 à Belladère, 2 à Cornillon et 2 à Thomassique  21 rencontres de plaidoyer dont 10 à Belladère, 3 à Cornillon et 2 à Thomassique	
	R.2. Les communautés frontalières de la commune de Cornillon/Grand-Bois sont sensibilisées sur les éventuelles conséquences des	90%	7 rencontres	Rencontres d'information et de sensibilisation avec les comités et les OCBs ;  Activités de sensibilisation et de plaidoyer ;	7 rencontres dont deux de suivi et 5 rencontres de sensibilisation d'après l'approche de la Trousse citoyenneté engagée  5 activités de	

	programmes d'exploitation minière envisagés et se mobilisent pour le respect de leurs droits		2 activités de plaidoyer une rencontre avec les parlementaires une lettre écrite au parlementaire	Collecte et publication d'informations sur le processus d'exploitation minière ;	sensibilisation et de plaidoyer  Une rencontre avec les parlementaires  Une lettre écrite aux parlementaires	
	R.3. Environ une cinquantaine de membres des communautés frontalières de Thomassique, La Hoya et Sanpèdre incluant les Comités de droits humains (KDM) s'engagent pour promouvoir l'intégration et la participation des personnes marginalisées, des femmes, des jeunes et des enfants	80%	10 rencontres  Environ 400 participant (tes)	Forum de discussion sur la participation citoyenne  Rencontres de partage d'informations sur la participation des femmes, des jeunes et des enfants  Rencontres de sensibilisation et de réflexion sur l'importance de la participation des femmes  Séance de formation sur la protection de l'enfant.	Rencontres de sensibilisation  Rencontre de planification et Rencontre de suivi  Rencontre d'évaluation	On a jugé que ces résultats sont atteints à 80% car aucune activité n'a été faite à San-Pèdre en vue de promouvoir l'intégration et la participation des personnes marginalisées, des femmes et des enfants.
	R.4. Environ 100 membres des communautés de Thomassique,	100%	3 rencontres réalisées	Activités de renforcement des capacités organisées pour les groupes	Réalisation d'une formation sur la trousse je m'engage à l'intention de 20	

	Jacmel, Gressier et La Victoire continuent de prendre des initiatives pour le respect de leurs droits et le développement de leurs communautés		6 initiatives menées impliquant plus de 200 personnes	Rencontres de suivi avec les accompagnateurs et accompagnatrices formés ;  Accompagnement pour réalisation d'actions/d'initiatives communautaires	participants-tes)  Suivi de plans d'initiatives	
	R.5. Un espace de concertation avec différents acteurs (OCB, autorités locales, etc.) est mis en place	100%	20 séances de la table de concertation dont 8 rencontres à Belladère, 6 à Ganthier et 6 à Ouanaminthe	Rencontres avec les différents acteurs	Organisation de rencontre de la table de concertation  Rencontres de planification avec les autorités locales	
O. 3. Renforcer le système d'économie solidaire via la formation et la création de mutuelles de solidarité dans les zones frontalières	R.1. 6 nouveaux groupes de mutuels de solidarité sont créés et formés	50%	1 nouveau groupe de MUSO créé à Cornillon et 2 groupes de MUSO Lascahobas	Mobilisation et réunion avec les MUSO  Séances de formation pour les MUSO	4 réunions et rencontres à Cornillon et 5 à Lascahobas  Création de 2 MUSO à Lascahobas	Pour Cornillon, les MUSO créés n'ont pas encore suivi les séances de formation

	<p>R.2. Les 28 groupes de MuSo déjà existants sont renforcés à travers l'élaboration des documents de règlements internes et la mise en application des outils du système BK/Miso (Bank Kominal/Mityèl Solidarite) et un suivi régulier relatif au fonctionnement des groupes</p>	100%	<p>75 rencontres dont 5 à Lascahobas, 12 à cornillon, 15 à Belladère, 7 à Thomassique, 24 à Ouanaminthe et 12 à Ganthier, 15 rencontres à Thomassique</p> <p>12 MUSO dont 4 groupes à Lascahobas, 1 à Belladère, 3 à Cerca Lassource et 4 à Thomassique</p>	<p>Rencontres de suivi</p> <p>Rencontre de distribution de kits</p> <p>Rencontre ou atelier de travail sur l'élaboration des règlements internes</p>	<p>Réalisation de 75 rencontres dont 5 à Lascahobas, 12 à Cornillon, 15 à Belladère, 7 à Thomassique, 24 à Ouanaminthe et 12 à Ganthier,</p> <p>Réalisation 15 rencontres à Thomassique</p> <p>Création de 12 MUSO dont 4 groupes à Lascahobas, 1 à Belladère, 3 à Cerca Lassource et 4 à Thomassique</p>	
<p>O.4 Réaliser la cartographie de services sociaux de base dans certaines communes frontalières</p>	<p>R.1. La cartographie est présentée aux autorités haïtiennes et aux acteurs concernés</p>	80%	<p>2 ateliers sur la gouvernance locale et la protection sociale</p> <p>12 institutions et 100 participant (e)s</p>	<p>Planification et réalisation des rencontres de présentation</p>	<p>Réalisation de 2 ateliers sur la gouvernance locale et la protection sociale à Gantier et à Ouanaminthe</p> <p>12 institutions étaient présentes avec la participation d'une centaine de personnes</p>	

O.5. Participer à l'étude relative à l'analyse de pouvoir dans les marchés binationaux	R.1. L'étude relative à l'analyse de pouvoir dans les marchés binationaux est présentée aux autorités haïtiennes et aux acteurs concernés	100%	3 rencontres de présentations réalisées dont 1 à Ganthier, 1 à Belladère et 1 à Ouanaminthe	Planification et réalisation des rencontres de présentation	3 rencontres de présentation de l'analyse de pouvoir dans les marchés	
---	---	------	---	---	---	--

**Axe III : Appui au renforcement des OCBs et autres associations des zones frontalières**

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>Résultats visés 2018</b>	<b>Résultats obtenus %</b>	<b>Indicateurs observés, Nombres touchés, autres évidences</b>	<b>Principales activités prévues</b>	<b>Principales activités réalisées</b>	<b>Commentaires, écarts, difficultés et recommandations</b>
O.1.Poursuivre l'accompagnement et le renforcement des efforts des OCBs et autres associations de la frontière	R.1. Les capacités des membres de 18 groupes à la frontière sur différents thèmes (Leadership, droits humains, équité de genre, auto-estime de soi, gestion conflit, plaidoyer, etc.) sont renforcées.	Plus de 100%	<p>Au moins 26 groupes de 25 personnes sont formés sur les Droits humains, l'équité de genre,</p> <p>Environ 225 personnes (9 groupes) sont formées sur plaidoyer</p> <p>Quatre (4) initiatives de plaidoyer réalisées</p> <p>Environ 40 personnes venant de plus d'une quinzaine d'OCBs différentes sont formées sur la technique de dialogue avec les autorités</p> <p>Rapports, liste de présence</p>	<p>Planification et organisation de rencontres de travail avec des OCBs et autres associations de la frontière</p> <p>Recherche de fonds pour des formations au profit des OCBs et autres associations de la frontière en plaidoyer, gestion de conflit, gestion organisationnelle, etc.</p> <p>Recherche de fonds pour la réalisation des initiatives prises par des OCBs et autres associations de la frontière</p>	<p>Réalisation de formation de formation sur les Droits humains, équité de genre, plaidoyer à l'intention de 26 groupes</p> <p>Formation de 225 personnes en plaidoyer</p> <p>Suivi de 4 initiatives de plaidoyer</p> <p>Réalisation de deux (2) rencontres sur migration et droits humains</p> <p>Une (1) rencontre avec les autorités locales sur la migration et droits humains (15 participants)</p> <p>Initiatives : conférence de presse conjointe (3 groupes) sur le problème déboisement du morne hôpital, Savanette et Ganthier,</p>	-

					<p>Une (1) formation sur Droit humains et Plaidoyer pour le staff et certains employés d'Oxfam)</p> <p>Une (1) formation sur Droits humains et Plaidoyer pour un groupe de vingt-sept (27) jeunes dans le cadre d'un projet avec Oxfam</p>	
	R.2. Au moins 10 des organisations renforcées sont reconnues par les autorités locales (Mairie)		4 organisations	<p>Rencontres de travail pour l'élaboration des statuts et règlements internes des organisations</p> <p>Accompagnement dans la préparation des documents sollicités pour la reconnaissance</p> <p>Accompagnement dans la soumission des dossiers auprès des autorités locales</p>	Rencontres pour monter des cahiers de charge à Ganthier	

<p>O.2. Aider les OCBs et autres associations de la frontière à mener des initiatives communautaires de base qui contribuent au développement de leur communauté</p>	<p>R.1. Une vingtaine d'accompagnateurs et accompagnatrices sont formés sur l'utilisation de la trousse « Je m'engage, ensemble nous bâtissons »;</p>	<p>100%</p>	<p>20 accompagnateurs et accompagnatrices sont formés ;</p> <p>15 accompagnateurs et accompagnatrices ont conçu leur plan d'accompagnement</p> <p>100% des accompagnateurs et accompagnatrices ont affirmé être capable d'utiliser la démarche de la trousse</p>	<p>Préparation et réalisation d'une session de formation sur l'utilisation de la trousse ;</p> <p>Conception des plans d'accompagnement</p> <p>Rencontres de finalisation des plans d'actions</p>	<p>Réalisation des séances sur la formation sur l'utilisation de la trousse</p> <p>Planification de rencontre de suivi pour les 15 accompagnateurs et accompagnatrices</p>	<p>Les personnes formées viennent des communautés de Ganthier, Fonds-Verrettes et de Cornillon.</p>
	<p>R.2. Plus de 6 initiatives communautaires de base sont réalisées</p>	<p>Plus de 80%</p>	<p>Environ 3 rencontres réalisées</p>	<p>Réalisation des rencontres d'utilisation de la trousse</p> <p>Réalisation de 6 actions communautaires</p> <p>Appui en coaching</p>	<p>Réalisation d'une formation sur la trousse je m'en gage (20 participants-tes)</p> <p>Suivi pour les actions communautaires</p>	<p>Les six (6) initiatives et une réalisée communautaires sont en cours de réalisation</p>

O.3. Aider les OCBs et autres associations de la frontière à interioriser et défendre les valeurs de droits humains et de l'équité de genre				Rencontres de suivis des actions  Collecte de données sur les actions réalisées		
	R.3. Au moins 3 initiatives sont prises lors de la commémoration des dates spécifiques (8 mars, 25 novembre, etc.)	100%	Réalisation des activités de commémoration des dates spécifiques dans les communes de Lascahobas, Belladère, Thomassique, Baptiste, Ganthier et dans plusieurs communes du Nord-est avec la participation de plusieurs milliers de personnes	Activités de commémoration des dates spécifiques  Prise de photos  Réaction et publication de textes	Célébration des dates importantes notamment le 8 mars, le 25 novembre  Planifications des activités de mobilisations avec d'autres	
	R.1. Le leadership et l'auto-estime des femmes membres d'OCBs et autres associations de la frontière sont renforcés	100%	Plus de 500 personnes sont formées sur l'équité de genre, les droits des femmes et le leadership féminin	Formations sur l'équité de genre, les droits des femmes et le leadership féminin.  Sensibilisation sur l'importance du partage des postes de décision  Politique d'application de la parité au sein des organisations	Réalisation de 14 Formations sur droits humains, équité de genre, plaidoyer et violences basées sur le genre.	

<p>R.2. Les membres d'OCBs et autres associations de la frontière sont engagés à combattre la discrimination et les violences faites aux femmes et fillettes</p>	<p>Plus de 70%</p>	<p>Plus d'une dizaine d'activités de sensibilisation ont été réalisées par des membres d'OCBs et autres associations de la frontière contre la violence de genre</p> <p>Des groupes d'anciennes victimes sensibilisent les femmes violentées</p>	<p>Rencontres de travail sur les mesures stratégiques à mettre en œuvre ;</p> <p>Accompagnent des femmes et fillettes victimes de violences par les membres des organisations de la frontière</p>	<p>29 femmes et filles victimes de violence ont été accompagnées par les animatrices et animateurs du GARR.</p> <p>Des groupes d'anciennes victimes sensibilisent les femmes violentées</p>	<p>Les membres des organisations de la frontière n'ont pas l'habitude d'accompagner les femmes et fillettes, ils font surtout des référencements.</p>
--	--------------------	--	---	---	---

#### Axe IV : Veille informative, plaidoyer et Lobbying

Objectifs spécifiques	Résultats visés 2018	Résultats obtenus %	Indicateurs observés, Nombres touchés, autres évidences.	Principales activités prévues	Principales activités réalisées (Petite description)	Commentaires, difficultés et recommandations
O.1. Elaborer des documents de base pour guider le travail de plaidoyer et de communication sur les droits des migrants, le droit au logement et des déplacés, l'état civil, etc.	R.1. Des plans de plaidoyer et des stratégies de suivi sont préparés et mis en œuvre concernant le droit des migrants et l'état civil	0%	Un nouveau plan de plaidoyer sur le droit des migrant(e)s est disponible ;  Un nouveau plan de plaidoyer sur l'état civil est disponible	Recherche de financement pour la préparation et la mise en œuvre des deux plans ;  Réunions en vue d'élaborer les plans par thème ;  Recherche d'alliés pour la mise en œuvre de chaque plan ;	Des initiatives ont été prises, mais aucune de ces actions n'a été réalisée.	Il n'y pas de projet liés aux activités de la Section de communication
	R.2. Des stratégies de suivi sont préparées et mises en œuvre concernant le droit au logement et des déplacés	0%	Des stratégies de suivi sur le droit au logement et des déplacés sont disponibles.	Mise en place d'un système de suivi et de contrôle périodique ;		La majorité des camps de déplacés sont fermés et il y a de moins en moins de ressources disponibles pour faire le monitoring.

O.2. Encourager toutes les institutions membres de la plate-forme à participer aux activités de plaidoyer du GARR	R.1. Toutes les institutions membres de la plateforme sont motivées à s'engager pour que les autorités prennent en compte des propositions du GARR	30%	<p>Nombre de rencontres réalisées (Au moins 2);</p> <p>Existence d'une stratégie d'actions définie ;</p> <p>Nombre d'actions collectives ou seules menées (Au moins 2).</p>	<p>Partage des documents de plaidoyer et de stratégies de suivi avec les institutions membres ;</p> <p>Planification et réalisation de rencontres de travail ;</p> <p>Planification et réalisation d'actions concertées de plaidoyer</p> <p>Planification et réalisation de formations pour les membres de la plate-forme du GARR</p>	Réalisation de rencontres	Certaines institutions membres de la plateforme ( Sant Pon Ayiti et Ce-Jilap) ont l'habitude de participer avec nous à certaines activités de plaidoyer et même de sensibilisation.
O.3. Contribuer à la validation et à la mise en œuvre d'une politique migratoire nationale qui tient compte des intérêts nationaux et de ceux des différentes	R.1. Le GARR fait du plaidoyer pour que le document de politique migratoire nationale soit validé et mise en œuvre	60%	<p>Nombre de rencontres participées</p> <p>Nombre de correspondances adressées</p> <p>Nombre de positions adoptées</p>	<p>Participation régulière à des rencontres ;</p> <p>Rencontres avec les alliés pour des partages d'informations ;</p> <p>Rédactions de correspondances et</p>	Deux (2) rencontres ont été réalisées avec les autorités haïtiennes, à la Primature et le Ministère des Affaires Etrangères	Il a été constaté que le dossier est jeté au second plan par le gouvernement Moise/Lafontant.

catégories de migrants ;				de notes de positions Intervention dans des médias	correspondances, les rencontres avec les autorités, le GARR a promu la nécessité de valider le document de politique  Rédaction de lettres de demande rencontre et d'une lettre ouverte au gouvernement	
	R.2. L'opinion publique est sensibilisée et tenue informée sur les problèmes frontaliers et de ceux des migrant(e)s haïtiens ;	100%	Nombre de notes de presses et de rapports publiés ;  Nombre d'interventions faites dans les médias  Nombre de participations à des activités (Rencontres, sit-in, marches, etc.)  Nombre de	Cueillette et analyse d'informations ;  Rédaction et publication de notes de presse et de rapports ;  Interventions dans les medias ;  Participations à des activités ;  Réalisation de conférences de	Le GARR collecte continuellement les informations relatives aux rapatriements et les violations de droits humains réalisés à la frontière.  Ces informations sont insérer dans la base de données	Le GARR est constamment sollicité par des partenaires ou autres institutions pour des interventions relatives à ses thématiques de travail

			conférences de presse réalisées ;  Nombre de spots diffusés  Nombre d'infolettres publiées	presse ;  Réalisation et diffusion de spots  Réalisation et diffusion d'infolettres	Réalisation de 120 interventions dans les medias  107 articles et notes de positions ont été rédigés et publiés sur le site, la page Facebook du GARR  Productions de 4 vidéos et diffusées sur la page Facebook du GARR  Production et diffusion de 12 infolettres	
R.3. Les propositions du GARR autour de la migration haïtienne, en particulier vers la République Dominicaine et des problèmes frontaliers sont partagées et acceptées par	70%	Nombre d'échanges et de réunions avec des acteurs de la communauté internationale et des autorités nationales sur la migration ;	Révision et actualisation des positions du GARR autour de certains dossiers comme le PNRE, le PIDIH, la gestion des marchés frontaliers ;  Suivi des activités de la Commission mixte et démarches	Effectivement, le GARR a partagé les informations aux autorités, mais nous ne pouvons pas dire si elles arrivent à s'imprégner.  Une dizaine de rencontres ont été réalisées avec les	Il a été constaté que le dossier migratoire a retenu la presse haïtienne, le gouvernement a adhéré au Pacte international pour les migrations sûres, ordonnées et régulières, les prochaines actions doivent mettre le gouvernement face à ses responsabilités	

	<p>plusieurs décideurs qui sont en situation d'influencer des décisions autour de ce sujet.</p>			<p>en vue de les influencer ;</p> <p>Participation à des discussions, conférences autour des politiques migratoires avec la République Dominicaine et d'autres pays ;</p> <p>Partage d'informations avec d'autres secteurs pour positionnement ;</p> <p>Réunions (consultants, délégations, membres du gouvernement, parlements etc.)</p>	<p>autorités haïtiennes et dominicaines.</p> <p>Depuis le président Privert, la commission est dysfonctionnelle.</p> <p>Les employés du GARR ont participé à au moins 10 conférences</p> <p>Plusieurs chercheurs, journalistes et étudiants ont l'habitude de solliciter le GARR.</p>	
--	---	--	--	---	---	--

O.4. Contribuer à la modernisation effective du <i>Système national d'enregistrement à l'état civil</i>	R.1. Les propositions du GARR sont partagées par de nouveaux alliés qui le rejoignent dans la lutte pour la modernisation effective du <i>Système national d'enregistrement à l'état civil</i>	30%	<p>Une ligne de base sur l'état civil est disponible ;</p> <p>Nombre de rencontres réalisées avec les alliés ;</p> <p>Nombre d'actions posées par le GARR et ses alliés (Correspondances, notes et conférences de presse, etc.)</p>	<p>Réalisation d'une ligne de base sur l'état civil</p> <p>Mise à jour des propositions</p> <p>Recherche d'alliés et partage des propositions ;</p> <p>Rencontres avec les alliés</p> <p>Réalisation d'actions communes, etc.</p>	<p>Appel d'offre pour réalisation d'une ligne de base sur l'Etat civil.</p> <p>Engagement de consultants pour la réalisation de l'étude</p>	Le GARR est en train de faire un inventaire des initiatives relatives au dossier état civil pour rectifier ses actions de plaidoyer
	R.2. Les propositions du GARR et ses alliés intègrent le document de projet de loi devant conduire à la modernisation effective du <i>Système national d'enregistrement à l'état civil.</i>	0%	<p>Nombre de rencontres réalisées avec les autorités concernées ;</p> <p>Nombre de correspondances adressées aux autorités ;</p> <p>Nombre de rencontres avec des petits groupes de parlementaires (4-5) ;</p> <p>Existence du projet</p>	<p>Envoi de correspondances aux autorités ;</p> <p>Recherche d'alliés dans l'entourage des autorités ;</p> <p>Rencontres avec des petits groupes de parlementaires (4-5) ;</p> <p>Participation à des rencontres ;</p> <p>Partage de</p>	Action non réalisée	Il est à faire une analyse des avant-projets de loi disponibles actuellement sur l'état civil

			de loi intégrant les propositions du GARR ;	propositions avec des autorités ;		
R.3. Des officiers d'état civil des communautés des zones frontalières et de la zone métropolitaine de Port-au-Prince rejoignent le GARR dans le cadre de son plaidoyer pour la modernisation du système de l'état civil	40%	<p>Nombre de rencontres réalisées avec les OECs (Au moins 2);</p> <p>Nombre d'actions de sensibilisation réalisées dans les zones frontalières avec la participation des OECs ;</p> <p>Nombre de nouvelles associations d'OEC créées sur la question de l'état civil ;</p> <p>Nombre d'activités de plaidoyer réalisées conjointement avec les dites associations</p>	<p>Participations aux rencontres;</p> <p>Rencontres de sensibilisation dans les communautés ;</p> <p>Rencontre d'échanges entre les acteurs impliqués dans la question d'état civil et les communautés ;</p> <p>Rencontre d'échanges avec les OECs et les associations d'OECs déjà existant ;</p> <p>Appui au travail de la commission œuvrant pour la création d'une association nationale d'OECs ;</p> <p>Promotion de la création de deux nouvelles</p>	<p>Plusieurs rencontres de suivi ont été réalisées avec les officiers d'état civil;</p> <p>5 officiers ont reçu des registres d'état civil</p> <p>Les officiers ont signé des contrats pour la réalisation des actes de naissance de plus d'une centaine de personnes</p> <p>Une séance de formation sur l'état civil a été réalisée</p>		

				associations d'OECs ;  Atelier de plaidoyer conjointement avec les OECs auprès des autorités concernées		
R.4. La population est sensibilisée sur l'importance des documents d'identité et les lacunes du système d'enregistrement haïtien ;	50%	<p>Nombre de notes de presse, de rapports et de spots diffusés</p> <p>Nombre de dépliants distribués</p> <p>Nombre d'interventions faites dans les medias</p> <p>Nombre de conférences de presse réalisées ;</p> <p>Nombre d'activités de sensibilisation réalisées dans les communautés ;</p>	<p>Publication de notes de presse, de rapports et de spots</p> <p>Réalisation de conférences de presse</p> <p>Réalisation et distribution de dépliants (Au moins 1000) ;</p> <p>Interventions dans les medias ;</p> <p>Réalisation de séances de sensibilisation (Causerie, marche pacifique, sit-in, etc.).</p>	Planification et organisation de plus d'une vingtaine de séance de sensibilisation avant de délivrer les actes de naissance réalisés		
R.5. Des groupes vulnérables ayant bénéficié	100 %	Nombre de personnes ayant obtenu des actes de naissance et des	Services d'accompagnement aux personnes désireuses d'obtenir	Activités de recherche aux ANH		

	de l'appui du GARR ont pu obtenir leurs actes de naissances et leurs cartes d'identification nationale		cartes d'identification nationale	leurs actes de naissance et leurs cartes d'identification nationale	Appui pour l'obtention d'actes de naissance  Distribution d'actes de naissance à 486 personnes dont 52 Hommes 50 Femmes 184 Garçonnetts 200 fillettes provenant des zones d'intervention du GARR	
O.5. Contribuer à l'adoption d'un cadre légal adéquat sur le droit au logement et les coopératives de logement	R.1. La population est sensibilisée et tenue informée de la situation des personnes déplacées et des rapatriés;	20%	Nombre de notes de presse publiées  Nombre d'interventions faites dans les medias  Nombre de conférences de presse réalisées ;  Nombre d'activités de sensibilisation réalisées dans les communautés ;	Collecte et diffusion d'informations ;  Appui aux groupes qui défendent les droits des personnes déplacées ;  Appui aux groupes qui défendent les droits des personnes rapatriées ;  Réalisation de conférences de presse	Atelier de travail avec les coopératives de logement de Lascahobas  Accompagnement pour l'élaboration d'un plan d'actions pour les coopératives  Commémoration de la journée mondiale de l'Habitat par les 5	Le GARR n'a pas de fonds pour initier aucune action en ce sens. Toutefois les actions relatives au fonctionnement de coopératives de logement continuent

				Interventions dans les medias ; Réalisation de séances de sensibilisation ;	coopératives de logement avec la participation 75 personnes	
R.2. La population est sensibilisée sur les lacunes du cadre légal du droit au logement et des coopératives de logement ;			Nombre de notes de presse publiées Nombre d'interventions faites dans les medias Nombre de conférences de presse réalisées ; Nombre d'activités de sensibilisation réalisées dans les communautés ;	Publication de notes de presse et de rapports Réalisation de conférences de presse Interventions dans les medias ; Réalisation de séances de sensibilisation.		Certaines initiatives dont participation dans des émissions sont prévues par les membres de coopératives
R.3. Les propositions du GARR sont partagées par de nouveaux alliés qui le rejoignent dans la lutte pour l'adoption d'un	0%		Nombre de rencontres réalisées avec les alliés ; Nombre d'actions collectives posées (Correspondances, notes et conférences de presse, etc.)	Recherche d'alliés Rencontres avec les alliés Partage de propositions ; Réalisation		Par manque de fonds le GARR ne peut pas poursuivre ces actions

	cadre légal adéquat du droit au logement et des coopératives de logement ;			d'actions communes, etc.		
	R.4. Deux documents de proposition de lois pour le droit au logement et les coopératives sont en cours d'élaboration ;	0%	Existence d'un(e) consultant(e) ou firme qui travaille sur ces documents ;  Nombre de rencontres de travail réalisées ;  Appui financier pour la rédaction des documents	Recherche d'appui financier pour recruter le consultant en vue de la rédaction des documents ;  Recrutement d'un ou des consultant(e)s pour la rédaction des documents ;  Rencontres de travail sur les documents ;		Plusieurs actions visant à promouvoir l'accès à un logement décent mais le GARR n'a pas de fonds pour mener une activité de ce genre

**Axe V : Le renforcement institutionnel et organisationnel du GARR (Bureau Exécutif & Conseil d'Administration)**

Objectifs spécifiques	Résultats visés pour 2018	Résultats obtenus % ?	Indicateurs observés, Nombres touchés, autres évidences	Principales activités prévues	Principales activités réalisées	Commentaires, écarts, difficultés et recommandations
<p>O.1. Renforcer la structure organisationnelle du GARR afin que celle-ci acquière progressivement la capacité de fonctionner en tant que plateforme</p>	<p>R.1. Les membres du BE, le CA et les organisations membres de la plateforme prennent connaissance des nouveaux statuts et se les approprient.</p>	<p>70%</p>	<p>Copie du nouveau statut  Correspondances  Accusés de réception</p>	<p>Multiplication des textes des nouveaux statuts  Partage des nouveaux statuts aux différents membres des organisations de la plateforme  Rencontres de discussions autour des nouveaux statuts (BE, CA, organisations membres)  Partage d'informations avec les partenaires sur les nouvelles dispositions statutaires ayant un lien avec l'intervention du GARR auprès d'eux.</p>	<p>Réalisation de plusieurs rencontres entre les membres du BE et du CA.</p>	<p>Seulement le BE et le CA ont déjà pris connaissance des nouveaux statuts.</p>

	R.2. Le GARR dispose de nouveaux règlements internes adaptés à ses nouveaux statuts et légitimés dans le cadre d'une Assemblée Générale (AG);	20%	Existence des nouveaux règlements internes révisés	Rencontre de travail sur les nouveaux règlements internes ;  Adoption des règlements internes par l'A.G.  Plan de suivi	Séance de travail pour réviser les règlements internes	Les nouveaux règlements internes sont rédigés mais non encore validés
O.2. Réorganiser le Bureau exécutif du GARR tout en incluant les commissions permanentes et temporaires	R.1. Le BE est mieux organisé et une ventilation des ressources est faite	Plus de 70%	Existence d'un nouvel organigramme  Existence de nouvelles ressources humaines et/ou utilisation d'anciennes;  Procès-verbaux des rencontres du personnel ;  Nombre d'outils disponibles pour la gestion des ressources et suivi de ces outils ;  Cinq (5) outils sont	Préparation et partage du nouvel organigramme ;  Révision du profil des employés et rédaction de nouvelles descriptions de tâches pour les employés si nécessaire ;  Transfert ou partage des ressources entre le bureau central et les bureaux régionaux ;  Recrutements d'un(e) chargée de plaidoyer, d'une responsable de l'équipe de genre,	L'organigramme a été révisé  Le profil des employés et rédaction de nouvelles descriptions de tâches pour les employés ont été réalisés  Transfert des ressources à Belladère, Lascahobas et à, Cornillon.  Légère modification du formulaire d'inventaire  Rédaction des nouveaux outils pour la gestion des ressources.  Environ 8 nouvelles recherches de financement ont été réalisées par le BE	Le nouvel organigramme n'est pas encore validé

			disponibles pour la gestion des ressources et suivi de ces outils.  Deux (2) procès-verbaux des rencontres du personnel	d'un(e) gestionnaire de base de données, ...)  Inventaire des biens du GARR ; Création de nouveaux outils de suivi logistique ;  Classement électronique et manuel des dossiers du GARR ;  Réalisation au moins de deux rencontres du personnel du BE pour l'année ;  Recherche d'appui financier		
R.2. Trois (3) commissions internes (recherche de fonds,	0%		Aucun travail en ce sens	Réalisation de rencontres et de séances de travail pour la création des	Discussion autour de la création des commissions en Assemblée Générale du GARR	Lors de la dernière Assemblée générale du GARR, la question des commissions a été

				commissions ;  Rencontres de travail des membres des commissions		abordée, mais elles n'ont pas été créées
	communication interne et externe, veille informative sur la question migratoire) sont créées ;					
	R.3. Le partenariat du GARR avec d'autres organisations est formalisé	100%	Contrats signés avec CARITAS Luxembourg, AJWS, Christian Aid, HCR, Geomoun, Ambassade Américaine, ASFC...	Rédaction ou révision de protocole ou accord de partenariat ;  Signature d'accord de partenariat ;	Rédaction de 8 nouveaux contrats de partenariats	
	R.4. Les aménagements des bureaux régionaux sont effectifs ; les employés et usagers en sont satisfaits	90%	Existence de nouveaux matériels  Moins de difficultés dans l'exercice des fonctions des employés.  Existence d'alimentation en eau dans les bureaux de Lascahobas et de Belladère  Existence de nouvelles toilettes et douches au bureau de Lascahobas  Aménagement de bureau à	Poursuite des démarches pour alimenter en eau les bureaux de Lascahobas et de Belladère  Finalisation des travaux de pose barbelés au bureau de Lascahobas  Construction de nouvelles toilettes et de douches au bureau de Lascahobas  Acquisition et distribution d'équipements et de matériels de bureau	Livraison de nouveaux matériels  Travaux d'alimentation en eau dans les bureaux de Lascahobas et de Belladère  Travaux de construction nouvelles toilettes et douches au bureau de Lascahobas  Aménagement de bureau à Cornillon/Grand-Bois	Les travaux à Belladère ont été financés par l'OIM et OXFAM Italia et ceux de Lascahobas par l'OIM  Faute de fonds, le GARR n'a pas pu construire son bureau à Cornillon et faire l'acquisition d'un terrain à Thomassique.

			Cornillon/Grand-Bois	Construction d'un espace ou aménagement de bureaux dans les autres zones de travail du GARR notamment, à Cornillon/Grand-Bois et Thomassique		
O.3. Renforcer les capacités des membres du BE, du CA et des communautés de base sur les thèmes de travail du GARR	R.1. Le personnel du BE et les membres du CA ont une meilleure connaissance des thèmes de travail du GARR	70 %		Planification et organisation de causeries ou de séances sur les thèmes de travail ;  Séances de formation sur protocole et valeurs, éthiques, principes et savoir-vivre ;  Séances de formation sur l'utilisation de la Trousse je m'engage, ensemble nous bâtissons ;	Rencontres de partage avec le personnel et des membres des communautés d'intervention  Révision des documents de politiques de protection du GARR et rédaction de nouveaux documents  Présentation des documents de politiques de protection du GARR aux membres du personnel et dans des communautés d'intervention	Le GARR dispose de nouveaux documents de Politiques de protection qui sont : Protection de l'enfant, Mécanismes de protection des bénéficiaires, Mécanismes de Plaintes. Certains de ces documents faisaient autrefois partie du code d'éthique.
	R.2. Les membres du BE comprennent et assument mieux leurs tâches	90%	Compte rendus des rencontres et réunions du personnels	Séances de formation sur les principes administratifs, HAP et Sphère ;  Création ou révision	Rencontres avec le personnel ;  Réunion de travail avec des équipes spécifiques des projets	Faute de moyens, certaines formations prévues pour le personnel n'ont pas pu avoir lieu.

				<p>d'outils d'évaluation individuelle du personnel du BE ;</p> <p>Séances de formation sur les logiciels Word, Excel, Access, PowerPoint et Outlook ;</p> <p>Rencontres de partage des bonnes pratiques sur l'accompagnement ;</p> <p>Conseils aux groupes ;</p>		
	<p>R.3. Les communautés d'intervention du GARR comprennent mieux le travail du GARR</p>	70%	<p>Apports des membres des communautés frontalières aux personnes rapatriées dans les zones frontalières.</p> <p>Référencements faits aux bureaux régionaux du GARR</p> <p>Présence et implication du</p>	<p>Organisation de journées porte ouverte dans les communautés pour leur permettre de bien comprendre les activités et les défis du GARR</p>	<p>Accompagnements des migrants Haïtiens venant du Chili</p> <p>Accompagnements des Haïtiens rapatriés dans les zones frontalières</p> <p>Plaidoyer et conférence de presse du GARR sur la question des Haïtiens rapatriés de la RD et les vagues de retour des Haïtiens venant du Chili.</p>	<p>GARR devrait renforcer le type d'assistance pour les rapatriés et les haïtiens de retour volontaire du Chili</p> <p>Suivi dans le cas des bénéficiaires accompagnés dans les zones de travail du GARR.</p>

			GARR dans le retour des Haïtiens venant du Chili  Cahier de revendication Formation sur les droits humains Activité de plaidoyer		Rencontres dans des communautés d'intervention  Séance de Formation sur les droits humains pour les membres des communautés d'intervention  Séance de travail avec les membres des communautés d'intervention pour la rédaction de cahiers de revendication	
	R.4. Les membres de la Commission d'éthique font la promotion de la structure et travaillent à la promotion du code d'éthique du GARR	80%	Existence de nouveaux documents de politiques de protection  Liste de présence dans les rencontres de présentation	Rencontres de travail des membres de la commission ;  Séances de sensibilisation et de formation sur le code d'éthique ;  Suivi de la mise en application du code dans les zones de travail du GARR ;  Préparation d'extraits des documents: code	Rencontres de partage avec le personnel et des membres des communautés d'intervention  Révision des documents de politiques de protection du GARR et rédaction de nouveaux documents  Présentation des documents de politiques de protection du GARR aux membres du personnel et dans des communautés	Le GARR dispose de nouveaux documents de Politiques de protection qui sont : Protection de l'enfant, Mécanismes de protection des bénéficiaires, Mécanismes de Plaintes. Certains de ces documents faisaient autrefois partie du code d'éthique.

				<p>d'éthique et politique de genre</p> <p>Partage d'extraits avec les partenaires</p> <p>Signatures du protocole par les nouveaux employés-es, etc.</p>		
<p>O.4. Améliorer la formalisation du travail d'accueil et d'assistance aux rapatriés dans les bureaux de province</p>	<p>R.1. L'accueil des rapatriés est uniforme dans tous les bureaux du GARR</p>	90%	<p>Disponibilité des fiches remplies par les membres du personnel concernés</p> <p>Feed back des rapatriés accueillis dans les bureaux régionaux</p>	<p>Rencontre avec employés sur le protocole ;</p> <p>Distribution du protocole d'accueil des rapatriés aux employés engagés dans l'accueil ;</p> <p>Multiplication des fiches de rapatriement ;</p> <p>Distribution de fiches dans tous nos bureaux ;</p> <p>Classement des dossiers des rapatriés ;</p> <p>Formation des</p>	<p>Les documents (Protocole et fiches de rapatriement) ont été distribués aux membres du personnel concernés</p> <p>Rencontres avec membres du personnel concernés</p> <p>Collecte mensuelle et publication d'informations sur l'accueil des rapatriés.</p>	<p>Faute de financement, nous n'avons pas pu recruter une personne spécifique pour la gestion des données.</p>

				<p>membres du personnel pour la gestion de la base de données</p> <p>Recrutement d'un gestionnaire de données</p> <p>Suivi et rapportage mensuel sur l'accueil des rapatriés avec une emphase sur les femmes et les enfants</p> <p>Publication d'informations sur les rapatriements</p>		
	R.2. Les rapatriés bénéficient d'un meilleur accueil et d'une meilleure assistance dans les bureaux du GARR et leurs dossiers sont mieux conservés	90%	<p>Existence de classeurs pour archiver les dossiers des rapatriés</p> <p>Nouveaux matériels dans les bureaux régionaux</p> <p>Nouveaux espaces dans les bureaux de</p>	<p>Formation pour les gardiens ;</p> <p>Etablissement dans tous les bureaux des dossiers pour conserver les fiches ;</p> <p>Recyclage ou formation du personnel sur</p>	<p>Installation de classeurs métalliques pour archiver les dossiers des rapatriés</p> <p>Achat et dons de nouveaux matériels dans les bureaux régionaux</p> <p>Aménagement des espaces dans les bureaux de Lascahobas et de Belladère</p>	

		<p>Lascahobas et de Belladère</p> <p>Approvisionnement régulier de nouveaux stocks de produits alimentaires, hygiéniques et vestimentaires</p>	<p>l'accueil des personnes victimes de rapatriement ;</p> <p>Recherche de financement pour pouvoir assister les rapatriés du point de vue psycho-social, santé, nourriture, transport.</p> <p>Achat de nouveaux matériels et équipements au niveau des centres.</p>	<p>Approvisionnement régulier de nouveaux stocks de produits alimentaires, hygiéniques et vestimentaires</p>	
--	--	--	---	--	--

# Conclusion

---

En dépit des difficultés, les activités de l'année 2018 ont été menées et clôturées par rapport aux différentes prévisions et en comparaison aux réalisations opérées. Certaines activités n'ont pas été possibles en raison d'une indisponibilité de fonds. Malgré cela, les populations cibles ont témoigné de leur satisfaction par rapport aux interventions réalisées dans les communes frontalières.

Pour l'année 2019, le GARR compte poursuivre ses actions, voire renforcer ses acquis tout en organisant toujours des concertations avec les différents groupes cibles pour trouver des solutions aux différents défis qui s'opposent au bien-être des populations vulnérables.

Le GARR tient à remercier l'ensemble des partenaires et donateurs, grâce à qui il peut poursuivre ses actions en faveur de la protection des groupes cibles notamment les migrantes et migrants rapatriés.